

Dynamiques alternatives dans le travail de soins primaires

Code projet : DYNATRAS

Equipe : Cécile Fournier (Irdes), Véronique Lucas-Gabrielli (Irdes), William Pigeau (Irdes)

Collaborations extérieures : Laure Pitti (Université Sorbonne Paris Nord, Irdes), Sébastien Fleuret (Université d'Angers, UMR 6590 CNRS ESO-Angers), Emilie Rey (Université Sorbonne Paris Nord et Université Paris 8)

Financement : Appel à projet SIP-IRESP 2023

Période de réalisation : 2025-2028

Contexte et objectifs

Ce projet prend pour objet certaines des dynamiques alternatives d'organisation et de travail en soins primaires, à partir de l'étude du cas des « structures de soins coordonnées participatives » (SECPa), financées entre 2021 et 2024 dans le cadre d'une expérimentation Article 51.

Le projet DYNATRAS suivra ces structures sur une période de trois années (2025-2028), dans la phase d'expérimentation et dans les deux années qui suivent celles-ci. Il est construit autour de deux axes de travail. Il vise, d'une part, à saisir les transformations des organisations, des pratiques professionnelles, des logiques d'intégration territoriale de ces équipes de soins primaires engagées dans une dynamique « participative », et les modalités de participation des usager·es et habitant·es des quartiers qui les accompagnent, ainsi qu'à en identifier et documenter les conditions de possibilité. Il vise, d'autre part, à analyser les ajustements de pratiques dans ces structures de soins coordonnées participatives au fil du temps de l'expérimentation et dans les années qui suivent celles-ci, et leurs effets tant sur l'offre de soins que sur l'accès aux soins.

Nous chercherons à comprendre de quelle manière, à quelles conditions et avec quels acteurs ces pratiques alternatives de soins primaires développées prioritairement dans des territoires urbains socialement défavorisés sont susceptibles de s'étendre à de nouveaux types de territoires, notamment touchés par une offre de soins insuffisante et/ou en décroissance.

Méthode

Nous déploierons une approche pluridisciplinaire, articulant sociologie et géographie sociale, et multi-située. La recherche reposera sur une méthodologie principalement qualitative, mobilisant plusieurs types de données, recueillies à différentes échelles. À l'échelle nationale, des entretiens sociologiques, qui porteront sur les trajectoires des acteurs et leur activité, et des observations directes de l'organisation des soins en contexte participatif, seront menées par les chercheuses et chercheurs de l'équipe auprès des acteurs impliqués dans les réunions dédiées au suivi de l'expérimentation et aux négociations nationales de généralisation du dispositif SECPa. À l'échelle locale, des études de cas seront conduites dans un échantillon de structures, en deux vagues : elles reposeront à la fois sur des entretiens auprès de représentant·es des

différentes catégories professionnelles et auprès d'usager·es impliqué·es dans les activités participatives, sur la construction de cartes mentales avec les acteurs enquêtés, et sur l'observation des réunions internes aux structures sur la mise en œuvre du dispositif. Des données géographiques quantitatives et descriptives seront également rassemblées concernant les territoires d'implantation et les partenariats de ces structures

L'approche sera également collaborative entre chercheur·ses et membres des équipes soignantes concernées, à travers l'organisation deux journées d'échanges entre les membres de l'équipe académique et des membres des structures SECPa impliquées dans des projets étudiés. Ces réunions participatives réuniront à Paris deux représentant·es de chaque structure, et seront animées comme des entretiens collectifs, permettant de partager les analyses et de les approfondir avec les personnes concernées.

Le projet bénéficiera de la mise en place d'un conseil scientifique, lui-même pluridisciplinaire et pluriprofessionnel, réunissant des acteurs de l'expérimentation, à l'échelle nationale et régionale ; des acteurs des Ateliers santé ville, centraux dans l'histoire de la participation en santé ; des universitaires ayant travaillé sur ces dynamiques de participation ; des chercheur·ses et des formateur·rices en médecine générale, en santé publique, en santé communautaire ; des représentantes et représentants des différents groupes professionnels impliqués dans ces structures. Ce conseil scientifique se réunira trois fois au cours du projet.

Calendrier :

Le projet a débuté le 1^{er} avril 2025 et se déploiera sur trois années.

Résultats attendus

La connaissance des pratiques alternatives dans le travail de soins primaires, et de leurs conditions de possibilité, pourra contribuer à d'éclairer la décision publique dans un contexte où le système de santé français, en pleine transformation, affronte plusieurs crises liées notamment à l'accroissement des inégalités sociales et spatiales de santé et à l'inégale répartition des professionnel·les de santé.